

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 76 (1931)
Heft: 6

Buchbesprechung: Bulletin bibliographique

Autor: F.F. / H.P.

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Général *** : *La crise du commandement unique*. Le conflit Clemenceau, Foch, Haig, Pétain. In-8 de 208 p. avec un croquis. Paris 1931. Editions Bossard. Prix : 24 fr. français.

D'une tenue littéraire irréprochable, ce volume est, en outre, du plus haut intérêt. Il est signé « général *** » signature d'usage, en France, des militaires de carrière qui esquivent l'interdiction réglementaire d'écrire pour le public. Ce qui ne signifie pas qu'il s'agisse d'une publication à scandale. Celle-ci ne l'est à aucun titre. Elle ne répond même pas essentiellement, dans l'esprit de son auteur, à une préoccupation de justice distributive, à une pensée de répartir des éloges ou des blâmes mérités entre les acteurs d'une tragédie parmi les plus émouvantes qui soient. Son désir, dont la réalité se manifeste à chaque page de son exposé, est que soit évité, si possible, et si des circonstances analogues à celle de la guerre de 1914-1918 venaient à se reproduire, le renouvellement des fautes qui ont retardé cette obligation impérieuse, pour la saine conduite d'opérations militaires, d'un chef commun aux armées d'une coalition.

A ce titre, on peut considérer l'œuvre du général *** comme une suite logique des *Mémoires* du maréchal Foch. Elle les complète et souvent les éclaire en entrant dans des détails que le maréchal a passés sous silence.

Quand, par exemple, les *Mémoires* constatent qu'à fin mars 1918 il n'y a pas une bataille interalliée devant Amiens, mais deux batailles, l'une anglaise, pour les ports de la Manche, l'autre française, pour Paris, on ne doute pas du juste fondement de cette observation, mais on ne se doute pas du degré de vérité qui la justifie. De même, on réalise très imparfairement ce passage d'une lettre adressée le 22 janvier 1918 à Clemenceau par le général Weygand : « Sous la menace et à la veille peut-être du plus puissant effort que l'ennemi ait encore tenté contre nous, il n'existe aucun plan d'ensemble pour les opérations de la coalition en 1918... ». Et quand, après la désignation du général Foch que les gouvernements britannique et français chargent de « coordonner l'action des armées alliées sur le front ouest », Clemenceau l'interpelle : « Eh bien, vous l'avez votre situation si désirée ! on se dit qu'il doit y avoir « quelque chose » sous cette interpellation discourtoise, mais on ne saurait dire quoi exactement.

Ce n'est du reste pas en mars 1918 que la question du commandement unique s'est posée pour la première fois. Depuis fort longtemps elle préoccupait les hommes d'Etat et les chefs militaires, mais non avec le caractère d'acuité qu'elle revêtit à l'heure du désastre imminent. Elle avait été mise en pratique, dans une certaine mesure, en 1917, lorsque le maréchal Haig fut placé, provisoirement, sous les ordres du général Nivelle pour l'offensive d'avril ; mais le résultat de cette offensive et les intrigues qui y succédèrent ne furent pas pour encourager les Anglais à prolonger l'expérience. Or, brusquement, au mois d'octobre de cette année-là, deux faits

nouveaux réveillèrent les soucis de ceux qui se rendaient compte de la mauvaise organisation du commandement supérieur : la défécction des Russes et la défaite des Italiens à Caporetto. Les Allemands vont pouvoir ramener en Occident des divisions de Russie, et à la même date, les Anglais et les Français, en infériorité numérique déjà, devront affaiblir leurs réserves en faveur du front italien !

Les délégués des gouvernements anglais, français et italien se réunirent alors à Rapallo et décidèrent la création d'un *Conseil supérieur de guerre* « en vue d'assurer une meilleure coordination de l'action militaire sur le front occidental. Ce comité sera composé par le président du Conseil et un membre du gouvernement de chacune des grandes puissances. »

Bien entendu, cette solution n'en était pas une. « L'histoire des guerres, écrit le général ***, n'offre point d'exemple qu'un comité, un conseil, ait jamais réussi à assurer le commandement d'une armée dans des conditions satisfaisantes ; elle montre, au contraire, l'influence presque irrémédiablement néfaste des organisations de cette sorte sur la conduite des opérations. Elle voit dans leur nécessité une des faiblesses originelles des coalitions. »

Rien de plus vrai, et l'on peut ajouter le Conseil de guerre de Rapallo à la liste des exemples qui condamnent l'institution dans l'histoire des guerres. Des commandants en chef conscients de leur responsabilité savent que l'heure où l'obligation est d'agir n'est pas celle des palabres d'un comité.

Haig et Pétain furent d'accord pour condamner le Conseil de guerre. Ils estiment l'un et l'autre que l'attitude de leurs armées, en 1918, avant l'arrivée des forces des Américains, devait être strictement défensive. Chacun d'eux devait constituer ses réserves, et celui qui serait attaqué requerrait aussitôt le secours de l'autre, qui promettait de le lui prêter.

Foch est d'une autre opinion. A son avis, l'attitude exclusivement défensive est une erreur ; il convient de prévoir la riposte à l'attaque, si l'on veut obtenir un résultat. Mais il se heurta non seulement à l'opposition des deux commandants en chef, l'un et l'autre peu soucieux d'aider à la constitution d'une autorité qui leur serait supérieure, il se heurta à l'opposition des deux gouvernements, celui de la Grande-Bretagne, un instant acquis, en la personne de Lloyd George, à l'idée du commandement unique, mais à laquelle répugnait l'opinion publique anglaise, et celui de la République française, à cette époque influencé par le général Mordacq, chef du cabinet du ministre de la guerre, mal disposé à favoriser l'institution d'une autorité nouvelle.

Le Conseil supérieur de guerre lui-même ne paraît pas avoir eu une grande confiance dans ses moyens et dans son autorité. Estimant ne pouvoir trancher les conceptions stratégiques en présence, il déléguera ses pouvoirs à un *Comité exécutif* composé des représentants militaires anglais, américain, italien, généraux Wilson, Bliss, Cadorna, et dont le général Foch reçut la présidence. D'autre part, le Conseil, gagné aux avis de ce dernier, décida qu'une réserve générale serait constituée à la disposition du Comité exécutif.

Ces résolutions, qui constituaient un progrès sur les précédentes, sans être cependant la solution parfaite, sont du 1^{er} février. Mais lorsqu'il s'agit de passer à l'exécution, tout s'écroula. Haig et Pétain déclarèrent tous deux qu'ils ne pouvaient s'affaiblir au profit de la réserve générale, et Lloyd George se rangea à l'opinion de Haig, tandis que Clemenceau fit catégoriquement opposition à Foch. Il manifesta même une propension à prendre lui-même, personnelle-

ment, la haute main sur le commandement des armées alliées, et alla jusqu'à rédiger des instructions militaires « dont les unes, écrit le général ***, n'étaient que ridicules, mais dont un certain nombre devaient avoir de très fâcheuses conséquences », ce dont il fournit la preuve. Vainement des paroles de bon sens furent formulées par le représentant américain, le général Bliss, qui ne cacha pas sa stupeur ni son regret qu'on supprimât ainsi, pendant la veillée des armes, toute autorité capable de trancher les difficultés qui ne manqueraient pas de se produire au cours de la bataille entre les commandants en chef ; il ajoutait qu'il n'arrivait point à comprendre, pour sa part, les motifs de l'opposition de Haig et de Pétain à la constitution d'une réserve générale interalliée, d'où chacun d'eux aurait pu recevoir des forces supplémentaires aux siennes propres. »

Ce bon sens ne rencontra aucun écho. Le 14 mars, le Conseil supérieur de guerre se réunit à Londres, et démolit tout ce qui avait été constitué péniblement jusqu'alors, réserve générale et Comité exécutif.

L'attaque allemande du 21 mars trouva donc les armées alliées sous leurs deux commandements, et décidées à se prêter réciproquement l'aide promise. Ainsi fut fait. Lorsque le général Gough, fort mal en point, se mit à reculer sur toute sa ligne, le général Pétain envoya au maréchal Haig les divisions de renfort dont ils étaient convenus. Celles-ci ne suffisant pas, Haig en réclama vainement de nouvelles ; Pétain convaincu qu'il allait être, lui aussi, attaqué vigoureusement en Champagne, refusa de se démunir. Le conflit entre les deux chefs devint aigu dans la nuit du 23 au 24 mars, et s'exaspéra le jour suivant, Pétain voulant rester en mesure de couvrir Paris, le cœur de la France, et Haig poussé vers la mer, couvrant les ports de la Manche. L'intervalle s'ouvrait entre les deux armées ; l'aile gauche française se repliant vers le sud, l'aile droite britannique vers le nord.

Alors, sous la menace du désastre imminent, eut lieu la conférence de Doullens. Foch est désigné pour coordonner l'action des armées. Pétain, en soldat discipliné, change complètement, nettement, les directives qu'il a données ; Haig, de son côté, compte désormais tenir ferme, sans plus penser à la retraite.

« Nous avons vu, en mars 1918, conclut l'auteur, ce nouveau miracle d'un Foch, arrêtant la ruée allemande. Et, nous avons, dans notre histoire, d'autres miracles encore. Mais, on n'est pas en droit de compter sur le miracle, et l'intervention miraculeuse coûte terriblement cher. »

F. F.

Les campagnes coloniales belges. 1914-1918. Tome II, par la section de l'Historique de l'Etat-major de l'armée belge. Bruxelles, Institut cartographique militaire, 1929.

Au début de la guerre mondiale, le gouvernement belge, respectueux des dispositions du traité de Berlin de 1885, qui garantissaient la neutralité du Congo, ordonna à ses troupes coloniales de conserver une attitude strictement défensive. Les Allemands ayant, au cours du mois d'août 1914, attaqué à deux reprises des postes belges, le gouvernement décida de prendre part aux opérations déjà entamées par les Français et les Anglais. Dès ce moment jusqu'à fin 1917, les troupes belges combattirent les Allemands en Afrique, parfois côté à côté avec les troupes françaises et anglaises, parfois aussi pour leur propre compte.

L'état-major belge a entrepris le récit de ces campagnes et a déjà publié en 1927 un beau volume sur les opérations de 1914 et 1915.

Le tome II est consacré en entier à la campagne de 1916, qui se termine par la prise de Tabora, capitale militaire de l'Afrique orientale allemande. Le tome III contiendra le récit des opérations de 1917 et 1918. Le tome II, que nous avons sous les yeux, comprend 850 pages grand format, avec de nombreuses cartes et illustrations, imprimé sur de fort beau papier et rédigé avec le plus grand soin. C'est là un magnifique ouvrage que tous ceux qui s'intéressent aux guerres coloniales tiendront à lire. L.

Tradition et progrès. Cavalerie d'hier, cavalerie d'aujourd'hui, cavalerie de demain. Par le commandant d'Amonville. Berger-Levrault.

La nécessité de doter la cavalerie d'un élément de feu mobile et puissant n'est pas une révélation d'aujourd'hui, ce besoin a toujours existé. L'auteur nous rappelle que sous François I^{er} déjà, les « arquebusiers » mettaient pied à terre pour combattre. Depuis le règne d'Henri II, on a toujours eu en France des « carabins », c'est-à-dire, des dragons ou infanterie montée. Sous Turenne, ils prennent une grande importance, enfin chacun connaît les dragons de Baraguay d' Hilliers, dans les armées de l'empereur.

On sait comment, après une longue interruption, la cavalerie de la grande guerre se vit forcée de revenir au combat par le feu et la nouvelle loi de 1928 ramène définitivement la cavalerie française à ses anciennes traditions en lui redonnant en même temps ses « cavaliers et ses « dragons ».

Le commandant d'Amonville nous montre la physionomie actuelle de la cavalerie : il faut voir et il faut combattre, le combat à pied par le feu est le mode de combat normal, la « puissance de feu » doit être associée à « l'aptitude, à la mobilité et à la manœuvre » ; ce sont les moyens mécaniques qui doivent apporter à la cavalerie le « supplément de force » qui lui est indispensable.

L'armement qui doit assurer à la division de cavalerie cette puissance de feu se compose de 300 fusils mitrailleurs, 112 mitrailleuses, 43 canons de 37 mm., 14 mortiers Stockes, 30 canons d'artillerie.

L'auteur passe ensuite en revue les nombreux moyens de transport mis à la disposition de la division de cavalerie depuis l'automobile jusqu'à la bicyclette en exposant les avantages, les inconvénients et les servitudes de chacun d'eux. En résumé, le commandant de division aura à manier quelque 6500 chevaux, 650 voitures hippomobiles et 35 à 40 kilomètres de véhicules automobiles ; il s'agira pour lui de coordonner les efforts de tant d'éléments disparates, de faire donner aux uns et aux autres, aux fluides (brigades à cheval) et à ceux qui sont plus repérables et, en partie du moins, asservis à la route, le maximum de rendement. Problème bien délicat, si délicat qu'on peut se demander si l'incorporation des « dragons portés » dans la division de cavalerie ne risque pas d'altérer les qualités essentielles de l'arme, sa mobilité et sa maniabilité. Mais l'auteur est optimiste et il déclare que la motorisation est, sans contredit, pour la cavalerie, le grand progrès de l'époque actuelle. Il conclut en disant qu'on peut faire confiance à l'arme ; elle apparaît plus que jamais comme l'arme spécifique de la couverture, elle a les moyens de reconnaître, c'est-à-dire non seulement de déceler, mais bien de définir rapidement l'ennemi et si l'occasion s'offrait à elle d'intervenir par surprise en un point sensible du champ de bataille, elle pourrait toujours porter des coups décisifs.

L'ouvrage du commandant d'Amonville, qui ne comporte du reste qu'une cinquantaine de pages, donne une idée claire sur les tendances

et l'organisation de la cavalerie moderne ; on peut le recommander à tous ceux qui s'intéressent à ces questions fort discutées.

H. P.

Souvaroff au St-Gothard, 24 sept. 1799. — La maison d'édition Benziger, d'Einsiedeln, qui s'est spécialisée, entre autres œuvres, dans la reproduction de peintures historiques et religieuses, nous a fait parvenir un exemplaire de ses derniers tirages en héliochromie : « Souvaroff au St-Gothard », de Wieland, le peintre suisse bien connu. Cet artiste a fixé l'instant où le général russe, venant de Taverne, atteint l'hospice du St-Gothard, le 24 septembre 1799.



Il y est accueilli par un moine quelque peu surpris de se trouver subitement en présence d'un grand chef russe. L'Histoire raconte que ces deux personnages échangèrent leurs propos en latin. A l'arrière-plan, l'on voit passer les troupes russes marchant sur Hospental.

L'original du tableau de Wieland se trouve dans la caserne d'Alt-kirch, près d'Andermatt. Nous avons pensé être agréable aux nombreux officiers d'artillerie et du génie, ayant servi à Andermatt, en attirant leur attention sur cette reproduction digne des œuvres que la maison Benziger édite avec un succès toujours certain. (Dimensions du tableau, 26,5 cm. sur 16 cm.) Prix : 4 fr. 50 ; encadré baguette chêne avec bord blanc, 15 fr. ; encadré baguette dorée ou brune sans bord blanc — 9 fr.

Schweizerische Monatschrift für Offiziere aller Waffen. Heft 5, Mai 1931. Oberst. E. Bircher : *Die Schlacht bei Tannenberg als applikatorische Kriegspielübung in der Schweiz (Forts.).* Ing. A. Bühler : *Brückenbauten im Kriege* (mit. Abb.). (Fortsetzung). Oberst. P. Curti : *Artillerie Bewaffnungsfragen*, mit Skizzen. Rundschau Mitteilungen.